

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le 21 août 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19 août 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EXCOFFIER RECYCLAGE**

70 route du stade  
74 350 Villy-Le-Pelloux

Références : 20250819-RAP-InspectionExcoffierRecyclagePassy  
Code AIOT : 0003204725

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 août 2025 dans l'établissement EXCOFFIER Recyclage implanté chemin du Grand Clos 74 190 Passy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

La visite a été programmée à la suite d'un incendie qui s'est déclaré jeudi 14 août 2025 vers 18h00, afin de faire le point sur les enseignements qu'il était d'ores et déjà possible de tirer concernant :

- l'origine du sinistre,
- le déroulement des opérations d'extinction,
- les dispositions à prendre en termes de préventions.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXCOFFIER RECYCLAGE
- chemin du Grand Clos 74 190 Passy
- Code AIOT : 0003204725
- Régime : D
- Non Seveso, non IED

L'établissement de la société EXCOFFIER Recyclage, chemin du Grand Clos à Passy, est situé sur une ancienne dépendance de la gare SNCF de St-Gervais – Le Fayet. Initialement destiné à accueillir des activités de tri de déchets ménagers et de déchets industriels et commerciaux non dangereux, l'établissement a été autorisé par arrêté préfectoral du 27 avril 2000 au bénéfice de la SARL SET. Il a ensuite fait l'objet d'un premier changement d'exploitant, le 13 février 2004, au bénéfice de la SARL Société de Location de Bennes (SLB), puis d'un second au bénéfice de la société EXCOFFIER Recyclage, acté par une preuve de dépôt délivrée le 7 avril 2021.

Les rubriques associées aux activités autorisées par l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 ont été modifiées suite à plusieurs évolutions de la nomenclature des installations classées et des demandes de bénéfice des droits acquis ont été transmises par l'exploitant.

**Contexte de l'inspection : incendie**

## 2) Constats

**2-1) Introduction** – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. Chaque point de contrôle est associée à une fiche de constat précisant :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- le cas échéant, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat de l'inspection des installations classées et ses observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée » : après analyse approfondie *a posteriori*, une modification de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats** – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Points de contrôle                      | Références réglementaires                                      | Suites proposées  | Délais proposés |
|----|---|--|---|-----------------|
| 2  | Activités exercées dans l'établissement | Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 3                    | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 15 jours        |
| 3  | Gestion des eaux d'incendie             | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article point 2.9 – Annexe 1 | Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence         | 5 jours         |
| 4  | Moyens de lutte contre l'incendie       | Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 5.6.6                |   | 5 jours         |
| 5  | Gestion des effluents liquides          | Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 5.1.3                |   | 5 jours         |
| 6  |   | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Point 5.3 – Annexe I |   | 5 jours         |

**Fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                       |
|----|--------------------------|---|
| 1  | Incendie du 14 août 2025 | Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 4-1 |

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats** – Nous proposons à Madame la Préfète, par arrêté de mesure d'urgence fondé sur l'article L.171-8 du code de l'environnement, et dont nous joignons un projet au présent rapport de :

- mettre en demeure l'exploitant de respecter sous un délai de six mois :
  - les points 2.9 et 5.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711, 2713, 2714 ou 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
  - les articles 5.1.3 et 5.6.6 de l'arrêté préfectoral 2000-1068 du 27 avril 2000,
- prescrire à l'exploitant d'évacuer les déchets de ferrailles présents sur le site sous un délai de 5 jours et de ne plus admettre dans l'établissement, à compter de la notification de l'arrêté, de déchets autres que des déchets inertes non dangereux, tant que les dispositions des points 2.9 et 5.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité et que les dispositions des articles 5.1.3 et 5.6.6 de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 n'auront pas été respectées. Nous proposons également de conditionner la reprise de l'admission sur le site de déchets autres que les déchets inertes non dangereux à un avis favorable de l'inspection des installations classées sur la base d'un rapport d'inspection.

Par ailleurs, nous demandons à l'exploitant de transmettre sous un délai de 15 jours :

- à Madame La préfète et à l'inspection des installations classées, le rapport d'accident prévu par l'article R.512-69 du code de l'environnement,
- à l'inspection des installations classées, la correspondance des rubriques autorisées par l'arrêté du 27 avril 2000 dans la nomenclature des installations classées actuelle. Les éléments transmis devront être précisément justifiés, notamment les écarts éventuels avec le tableau de correspondance de la fiche de constat 2.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Incendie du 14 août 2025

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 4-1  |
| <b>Thème :</b> Risques accidentels, Origine et conséquences de l'incendie du 14 août 2025   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, sauf disposition contraire du présent arrêté.  |
| <b>Constats :</b> L'exploitant nous a précisé les informations suivantes concernant le déroulement de l'incendie du 14 août 2025 : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 18h00 : heure approximative du départ du feu sur le site,</li> <li>• 18h03 : un passant appelle la société Excoffier Recyclage pour lui indiquer qu'un incendie a lieu sur le site de Passy,</li> <li>• 18h40 : arrivée sur place du responsable du site. Les pompiers et les gendarmes sont déjà présents. Les pompiers ont commencé à arroser la partie du bâtiment de 1 200 m<sup>2</sup> et tentent de sauver la partie plus petite du bâtiment séparée par des murs en maçonnerie,</li> <li>• La toiture du bâtiment de 1 200 m<sup>2</sup> dont la charpente est en bois et la couverture en tôle s'étant effondrée, le responsable du site a séparé au moyen d'un engin les tôles et le bois,</li> <li>• 22h15 : le feu est éteint,</li> <li>• 23h15 : les pompiers et le responsable du site quittent le site peu après 23h00.</li> </ul> |

Les représentants de l'exploitant nous ont indiqué que le bâtiment de 1 200 m<sup>2</sup> était totalement vide et qu'en outre, il était interdit d'accès et fermé à clé depuis environ 5 ans en raison de sa vétusté et de sa faible hauteur rendant difficile et dangereux l'accès des engins à l'intérieur.

Lors de la visite nous avons constaté que seuls les murs maçonnés d'une hauteur de 1 m environ étaient restés en place. À l'exception des poutres en bois calcinées et des tôles de couverture, aucun déchet n'était présent dans l'emprise de 1 200 m<sup>2</sup> du bâtiment. Le sol du bâtiment n'était couvert par une dalle en béton que sur 20 % de sa surface environ, le reste étant en terre.

L'exploitant nous a indiqué en termes de conséquence du sinistre que :

- les eaux d'extinction s'étaient infiltrées dans le sol (détail dans la fiche de constat n°3),
- la ligne de haute-tension qui passe au-dessus du bâtiment incendié et alimente le tramway de St-Gervais avait été endommagée mais qu'elle avait été réparée le lendemain.

Enfin, l'exploitant nous a indiqué que le sinistre avait une cause extérieure à l'établissement et que le feu était parti du chemin en limite nord-ouest du site. Lors de la visite, nous avons constaté la présence de mégots de cigarettes le long de ce chemin qui pourraient être à l'origine du sinistre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** Nous demandons à l'exploitant de transmettre à Madame la Préfète et à l'inspection des installations classées, sous 15 jours, le rapport d'accident prévu par l'article R.512-69 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite administrative

## N° 2 : Activités exercées dans l'établissement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 3

**Thème :** Situation administrative, Droits acquis

**Prescription contrôlée :** activités classées et rubriques correspondantes de la nomenclature visées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 avril 2000

| Nature des Activités  | Volumes                                  | Rubriques de la nomenclature de 2000 | Régimes |
|---|--|--------------------------------------|---------|
| Tri de déchets industriels et commerciaux banals  | capacité de tri :<br>2,5 t/j et 630 t/an | 167-a                                | A       |
| Tri de déchets ménagers pré-triés issus de la collecte sélective auprès des ménages                     | capacité de tri :<br>1,1 t/j et 280 t/an | 322-A                                | A       |
| Dépôt ou atelier de triage de matières usagées combustibles à base de caoutchouc, élastomère, polymères | quantité<br>entreposée : 75 m3           | 98-bis-A-1                           | A       |
| Dépôt de papiers usés ou souillés   | Quantité maximale<br>emmagasinée : 72 t  | 329                                  | A       |

**Constats :** Lors de l'inspection, nous avons constaté que la seule activité classée exploitée dans l'établissement était le tri transit et regroupement de métaux, sur une surface totale d'environ 300 m<sup>2</sup>, visée par la rubrique 2713-2 de la nomenclature et relevant du régime de la déclaration. Une activité de transit de déchets inertes non dangereux était également réalisée, mais la somme des surfaces utilisées pour le transit, approximativement de 600 m<sup>2</sup>, était très inférieure au seuil de classement de la rubrique 2517 fixé à 5 000 m<sup>2</sup>.

Suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées, l'exploitant a sollicité le bénéfice des droits acquis pour plusieurs des activités de son site :

- Demande de bénéfice de droits acquis du 11 avril 2011 proposant de substituer :
  - à la rubrique 167-A (tri de déchets industriels et commerciaux pour un volume de 2,5 t/j et 630 t/an) les rubriques 2713 (surface dédiée aux déchets métalliques de 300 m<sup>2</sup>) et 2716 (déchets non dangereux en mélange et plâtre pour un volume de 700 m<sup>3</sup>),
  - à la rubrique 322-A (tri déchets ménagers pré-triés issus de collecte sélective auprès des ménages pour une capacité de tri de 1,1 t/j et 280 t/an) la rubrique 2715 (verre à hauteur de 120 m<sup>3</sup>),
  - à la rubrique 98 bis-A-1 (dépôt de triage de matières usagées combustibles à base de caoutchouc, élastomères, polymères pour une quantité entreposée autorisée de 75 m<sup>3</sup>) la rubrique 2714 (papiers, cartons, bois, plastiques, caoutchouc, pneumatiques, textiles pour un volume sollicité de 1000m<sup>3</sup>),
  - à la rubrique 329 (dépôt de papiers usés ou souillés pour une quantité emmagasinée de 72 t), la rubrique 2718 pour une capacité de 10 t.
- Demande du 19 mars 2013 sollicitant le bénéfice des droits acquis pour les rubriques :
  - 2710-1 (déchetterie) pour une quantité de déchets dangereux inférieure à 7 t,
  - 2710-2 (déchetterie) pour un volume de déchets non dangereux supérieur à 600 m<sup>3</sup>,
  - 2711-2 (transit de DEEE) pour un volume compris entre 100 m<sup>3</sup> et 1 000 m<sup>3</sup>.

- Demande de bénéfice de droits acquis du 27 mai 2019 concernant la rubrique 2714-1 dont le régime était passé, pour les 1 000 m<sup>3</sup> sollicités, de l'autorisation à l'enregistrement.

La correspondance entre certaines rubriques visées par l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 et celles sollicitées lors des demandes de bénéfice des droits acquis nous paraissent nécessiter des justifications.

Lors de l'inspection, l'exploitant nous a indiqué que le site n'accueillait que des activités de :

- tri transit regroupement de ferrailles sur une surface comprise entre 100 et 1 000 m<sup>2</sup>, visées par la rubrique 2713-2 et relevant du régime de la déclaration,
- transit de déchets inertes non dangereux sur une surface inférieure à 5 000 m<sup>2</sup> et donc ne relevant pas de la nomenclature des installations classées.

Il nous a précisé en outre qu'aucun transit de déchets industriels dangereux ou non dangereux de DEEE ni aucune activité de déchetterie n'avaient été exploités dans l'établissement.

Les constats réalisés sur site ne contredisent pas ces affirmations.

Au vu des quantités et des flux journaliers autorisés par l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 et compte tenu de son article 6.74 prescrivant « *En fin de semaine, lors de l'arrêt des installations, tous les déchets réceptionnés devront avoir été traités* », les quantités maximales de déchets autorisées à être présentes sur le site nous paraissent pouvoir être évaluées comme suit :

| Activités et rubriques dans la nomenclature de 2000               | Volumes d'activités et classements dans la nomenclature de 2000 | Activités et rubriques dans la nomenclature actuelle   | Volumes d'activités et classements dans la nomenclature actuelle |
|---|---|--|--|
| Rubrique 167-A – Tri de déchets industriels et commerciaux banals | 12,5 t présentes soit 25 m <sup>3</sup> environ<br>Autorisation | Rubrique 2716 : Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes | 125 m <sup>3</sup> présents<br>Déclaration                       |
| Rubrique 329 – Dépôt de papiers usés ou souillés                  | 72 t présentes soit 100 m <sup>3</sup> environ<br>Autorisation  |  |  |

|  |  |   |   |
|--|--|---|---|
| Rubrique 322-A – Tri de déchets ménagers pré-triés issus de collecte sélective auprès des ménages                            | 5,5 t présentes soit 11 m <sup>3</sup> environ<br>Autorisation | Rubrique 2714 :<br>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, | 86 m <sup>3</sup> présents<br>Non classée |
| Rubrique 98bis-A-1 – Dépôt ou atelier de triage de matières usagées combustibles à base de caoutchouc, élastomère, polymères | 75 m <sup>3</sup> présente<br>Autorisation                     |   |   |

Les activités autorisées le 27 avril 2000 nous paraissent donc relever aujourd'hui, en raison de l'évolution de la nomenclature, du régime de la déclaration pour l'unique rubrique 2716-2.

En conséquence, le référentiel réglementaire spécifique à l'établissement est constitué par :

- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711, 2713, 2714 ou 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 avril 2000, constituant un arrêté de prescriptions spéciales, tel que prévu par l'article L.512-12 du code de l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** Nous demandons à l'exploitant de transmettre sous un délai de 15 jours la correspondance des rubriques autorisées par l'arrêté du 27 avril 2000 dans la nomenclature des installations classées.

Les éléments transmis devront être précisément justifiés, notamment les écarts avec le tableau de correspondance des rubriques ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

### N° 3 : Gestion des eaux d'incendie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article point 2.9 – Annexe 1   |
| <b>Thème :</b> Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.</p> <p>Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p> <p><b>Constats :</b> Le site ne dispose pas de capacité de rétention des eaux d'incendie, ni de réseau d'évacuation de ces eaux, ni de possibilité de bloquer les rejets. L'exploitant nous a indiqué que les eaux d'incendie s'étaient infiltrées dans le sol. Cela correspond à nos constats.</p> <p>Précisons que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• selon les déclarations de l'exploitant et nos constats, le bâtiment était vide lors du sinistre,</li> <li>• les pompiers, contactés le soir du 14 août 2025, nous ont indiqué qu'aucun émulseur n'avait été utilisé et que le feu avait été combattu avec le l'eau dopée,</li> </ul> |

Nous proposons à Madame la Préfète, par arrêté de mesure d'urgence fondé sur l'article L.171-8 du code de l'environnement de :

- mettre en demeure l'exploitant de respecter sous un délai de six mois le point 2.9 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité,
- prescrire à l'exploitant d'évacuer les déchets de ferrailles présents sur le site sous un délai de 5 jours et de ne plus admettre dans l'établissement, à compter de la notification de l'arrêté, de déchets autres que des déchets inertes non dangereux, tant que les dispositions de l'article 2.9 de l'annexe I de l'arrêté ministériel n'auront pas été respectées. Nous proposons également de conditionner la reprise de l'admission sur le site de déchets autres que les déchets inertes non dangereux à un avis favorable de l'inspection des installations classées sur la base d'un rapport d'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence

**Proposition de délais :** 5 jours

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 5.6.6

**Thème :** Risques accidentels, Poteaux incendie

**Prescription contrôlée :** L'établissement devra disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et conformes aux normes en vigueur et notamment :

- d'au moins 2 poteaux d'incendie conformes à la norme NF S 61-213 et totalisant chacun un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h, l'un situé à proximité du bâtiment, l'autre à 200 mètres au plus du site,
- d'extincteurs en nombre suffisant, appropriés aux risques à combattre, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres minimum, à raison de 1 par 200 m<sup>2</sup>, devront en particulier être présents dans l'établissement,
- de détecteurs de fumées ou de flammes judicieusement répartis, reliés à un dispositif de télésurveillance géré sous la responsabilité de l'exploitant.

**Constats :** Lors de l'inspection :

- aucun poteau d'incendie n'était présent à proximité du bâtiment,
- des d'extincteurs dégradés par l'incendie avaient été regroupés, témoignant de leur présence dans le bâtiment détruit,
- l'exploitant nous a indiqué qu'aucun détecteur de fumée ou de flamme n'était installé, ce qui correspond à nos constats.

Ces éléments attestent que certaines dispositions de l'article 5.6.6 de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 n'étaient pas appliquées.

Nous proposons à madame la Préfète, par arrêté de mesures d'urgence fondé sur l'article L.171-8 du code de l'environnement de :

- mettre en demeure l'exploitant de respecter sous un délai de six mois l'article 5.6.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 avril 2000 précité,
- prescrire à l'exploitant d'évacuer les déchets de ferrailles présents sur le site sous un délai de 5 jours et de ne plus admettre dans l'établissement, à compter de la notification de l'arrêté, de déchets autres que des déchets inertes non dangereux tant que les prescriptions de l'article 5.6.6 de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 n'auront pas été

|  |
|--|
| respectées. Nous proposons également de conditionner la reprise de l'admission sur le site de déchets autres que les déchets inertes non dangereux à un avis favorable de l'inspection des installations classées sur la base d'un rapport d'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence   |
| <b>Proposition de délais :</b> 5 jours   |

#### N° 5 : Gestion des effluents liquides

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 5.1.3  |
| <b>Thème :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous les effluents liquides seront canalisés.</li> <li>• Toutes dispositions seront prises pour éviter la dilution et pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations afin d'en faciliter le traitement et, si besoin, les prélever à la source pour permettre des traitements spécifiques.</li> <li>• Le réseau de collecte des effluents liquides devra être de type séparatif. Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</li> <li>• Les ouvrages de rejet devront être en nombre aussi limité que possible et aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.</li> <li>• Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être étanches. Leur tracé devra en permettre le curage ou la visite en cas de besoin. Leur dimensionnement et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation dans le temps. L'exploitant établira périodiquement un compte-rendu du contrôle de bon état. En aucun cas ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.</li> <li>• Un système de déconnexion des égouts ou tout dispositif équivalent devra permettre, en cas de nécessité, leur isolement vis-à-vis de l'extérieur.</li> <li>• Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, devront comporter une protection contre le danger de propagation de flammes.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'exploitant nous a indiqué que le site n'était doté d'aucun réseau de collecte des effluents, ce que confirment nos constats. Lors de l'inspection, nous avons constaté des descentes de toiture conduisant vraisemblablement les eaux de pluie dans le sol. Sur le reste du site elles sont infiltrées sans collecte préalable.</p> <p>Nous proposons à madame la Préfète, par arrêté de mesure d'urgence fondé sur l'article L.171-8 du code de l'environnement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mettre en demeure l'exploitant de respecter sous un délai de six mois l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 avril 2000 précité,</li> <li>• prescrire à l'exploitant d'évacuer les déchets de ferrailles présents sur le site sous un délai de 5 jours et de ne plus admettre dans l'établissement, à compter de la notification de l'arrêté, de déchets autres que des déchets inertes non dangereux tant que les prescriptions de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 n'auront pas été respectées. Nous proposons également de conditionner la reprise de l'admission sur le site de déchets autres que les déchets inertes non dangereux à un avis favorable de l'inspection des installations classées sur la base d'un rapport d'inspection.</li> </ul> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> |



|  |
|--|
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence |
| <b>Proposition de délais :</b> 5 jours   |

**N° 6 : Gestion des effluents liquides**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Point 5.3 – Annexe I  |
| <b>Thème :</b> Risques chroniques, Qualité des rejets liquides   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;</li> <li>• DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;</li> <li>• hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ;</li> <li>• métaux totaux (rubriques n° 2711, 2713 et 2716) : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.</li> </ul> <p>Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.</p> <p><b>Constats :</b> Le site n'étant pas doté de réseau de collecte des effluents, les eaux de pluie susceptibles d'être polluées par ruissellement sur les déchets ne peuvent pas être analysées.</p> <p>Nous proposons à madame la Préfète, par arrêté de mesure d'urgence fondé sur l'article L.171-8 du code de l'environnement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mettre en demeure l'exploitant de respecter sous un délai de six mois le point 5.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité,</li> <li>• prescrire à l'exploitant d'évacuer les déchets de ferrailles présents sur le site sous un délai de 5 jours et de ne plus admettre dans l'établissement, à compter de la notification de l'arrêté, de déchets autres que des déchets inertes non dangereux tant que les dispositions du point 5.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel n'auront pas été respectées. Nous proposons également de conditionner la reprise de l'admission sur le site de déchets autres que les déchets inertes non dangereux à un avis favorable de l'inspection des installations classées sur la base d'un rapport d'inspection.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 5 jours   |